

Les valeurs du mouvement démocrate

Le mouvement démocrate place l'homme au cœur de son projet.

Le système social doit viser à son plein épanouissement,

« Chacun doit pouvoir avoir une vie qu'il vit pleinement », « travailler plus pour gagner plus, est-ce un projet de vie ? »

dans toutes ses dimensions.

« Par exemple : liberté, habileté manuelle, richesses relationnelles, vie affective et familiale, projets de vie... »

Le mouvement démocrate est à ce titre profondément ennemi de toutes formes de totalitarisme ou de conditionnement (qui prétendent faire le bonheur de l'homme malgré lui). En ce sens, le mouvement démocrate est libéral.

« L'apologie de la consommation comme mode d'accomplissement de l'homme confine à un totalitarisme. »

« On n'aurait jamais dû accepter de passer de la direction du « personnel » à la direction des « ressources » humaines »

« Pourquoi cette déqualification du « manuel » ? »

L'homme se construit tout au long de sa vie, avec ses chances et ses malchances, en tombant et en se relevant. En créant. C'est la marque de sa liberté.

« il faut préserver la capacité d'initiative des personnes. Garder le goût de l'invention. La collectivité doit soutenir et encourager les initiatives personnelles (en économie, en éducation) »

« On doit avoir le droit de se tromper, le droit de rebondir. Il faut ouvrir, et dépasser des ossifications sociales »

« Attention aux cercles vicieux d'enfermement, comme la prison provisoire »

Nous sommes particulièrement hostiles à un discours qui ferait accroire que la réussite n'est qu'une affaire de volonté individuelle (gagnant = battant / perdant = feignant). Ce discours conduit à voir dans le succès social la preuve des qualités morales de l'individu. Le fait d'être en haut de l'échelle se suffit alors à lui-même comme justification morale (bref, peu importe la nature de l'ambition, dès lors qu'elle est active), éliminant la notion même d'injustice sociale.

L'envers du miroir est que celui qui a failli (le délinquant, le chômeur) le devrait à ses tares personnelles (peut-être génétiques). Cela légitime alors une mise sous contrôle social, par fichage, tutelle administrative, ou exclusion sociale (la prison comme relégation – et sa menace comme contrainte pour imposer l'obéissance au contrôle social).

« Honte à ceux qui, dans un mineur délinquant, ne voient que le délinquant (à emprisonner) en oubliant l'enfant. »

L'homme s'inscrit dans une nature et une histoire.

Le pouvoir qu'il détient ici et aujourd'hui est une responsabilité envers les autres êtres vivants, présents et à venir.

L'apologie de la satisfaction des désirs immédiats comme seule règle de conduite sociale ne permet pas d'assumer cette responsabilité.

Les projets du Mouvement démocrate doivent se caractériser par ce sens de la durée.

« Nous devrions systématiquement commencer par nous poser la question : quel est l'enjeu à 3 ans ? À 20 ans ? À 100 ans ? »

Mais l'homme n'existe pas seul.

Cette liberté et cette dignité de l'homme se construisent aussi dans son appartenance à des sociétés (famille, entreprise, associations, commune, nation, humanité).

Ces sociétés, lieu d'épanouissement de l'homme, doivent être reconnues à ce titre.

« Il est indigne d'envisager d'interdire le regroupement familial à l'étranger dont nous achetons le travail »

« Non au travail le dimanche. Les gens doivent pouvoir se retrouver ensemble. »

Ces sociétés se régulent par le jeu des choix individuels mais aussi par la capacité à prendre des décisions collectives.

Nous récusons aussi bien le discours qui postulerait l'illégitimité de principe de l'action collective (qui ne serait justifiable, au mieux, que lorsque l'initiative privée aurait fait la preuve de sa faillite), que celui qui réserve à l'État, en particulier, ou à d'autres formes de pouvoir politique, en général, le soin exclusif de l'épanouissement des hommes

« Les dégâts d'un cyclone, c'est d'abord un échec collectif. Dans ce domaine-là, Cuba s'en sort mieux que la Louisiane »

Dans la mesure où nous reconnaissons l'existence d'une société à l'échelle de l'humanité, celle-ci doit être prise en considération. Aujourd'hui, où de plus en plus de problèmes ont une dimension internationale, voire mondiale, cette dimension doit être systématiquement envisagée dans les projets politiques.

Cela implique des valeurs fondamentales pour le mouvement démocrate :

- reconnaissance et respect de l'interlocuteur

« Le Modem aborde les questions sans idées préconçues »

- culture du consensus plus que du conflit

« Nous devons garder la capacité à dégager les clivages, à décroiser »

- reconnaissance et respect des institutions de formation d'un projet et de médiation (assemblées politiques, syndicats, partis, associations...)

« Le rôle des contre-pouvoirs est fondamental »

Les principaux axes de notre projet politique en découlent :

- la démocratie politique : les institutions doivent être un espace de décision et de débat, émanant des citoyens, et au service du bien commun. Les élus sont porteurs de cette responsabilité.

Cette ambition concerne notamment l'Union européenne. Bien des problèmes qui se posent aujourd'hui ne peuvent avoir de réponse collective qu'au niveau de l'Europe. Celle-ci doit donc évoluer pour devenir un lieu de décision politique démocratique.

« Un élu démocrate doit se consacrer à son mandat (c'est une charge et non un honneur). Il doit informer régulièrement ses électeurs de son action. »

« Il faut encourager le débat public, par la fourniture d'une information complète et non mensongère. »

« Nous avons besoin de gens pour redonner confiance à la population. La probité est une condition de possibilité de la démocratie. »

« L'indépendance des médias est une priorité politique »

« L'indépendance de la justice aussi. »

- la démocratie sociale, notamment au sein de l'entreprise

« Le grand problème devant nous est l'évolution des acquis de la Résistance, à l'exemple de la retraite avant 60 ans pour qui a 40 ans de travail »

- la solidarité sociale : il n'y a pas de reconnaissance de la dignité de l'interlocuteur si l'on ne se donne pas les moyens de garantir la dignité de l'homme

« Le gouvernement fait tout pour casser la classe moyenne et créer un système d'inégalités »

Petite grille de questions pour l'élaboration d'un programme politique (quelle que soit la collectivité politique concernée : commune, département, région, État, union européenne...) :

- Quels sont les principaux enjeux pour l'homme à 20 ans (dans les domaines de compétence de la collectivité) ? Quelle en est la hiérarchie ?
- Ont-ils une dimension internationale ?
- Quelles sont les sociétés humaines impliquées ? Comment peut-on les associer ?
- Dans quelle mesure une action politique est-elle utile ? Quelles sont les actions pertinentes ?
- Quels seront les objectifs à 3 ans de ces actions ?

Nota : cette grille de question peut-être utilisée de manière globale (ex : quels sont les enjeux à 20 ans pour la région Picardie ?) ou sur un sujet donné (ex : le canal Seine-Nord)

Exemple : pourquoi construit-on un canal grand gabarit Seine-Nord. Quels sont les enjeux à 20 ans ? (faciliter le transport des pondéreux en économisant l'énergie et l'émission de gaz à effet de serre, pour un meilleur développement de l'économie. Mais cela peut aussi avoir des coûts : dégâts écologiques ? dégâts humains pour les sociétés concernées ? coût financiers pour les contribuables... Les avantages justifient-ils les coûts ? Peut-on modifier la balance ? par exemple, le canal peut-il avoir d'autres effets positifs ?). Cela relève-t-il des domaines de compétence de la région ? (économie et transport, oui, mais dans un cadre régional. Cela aura-t-il des retombées régionales en termes de transport et d'emploi ?)